

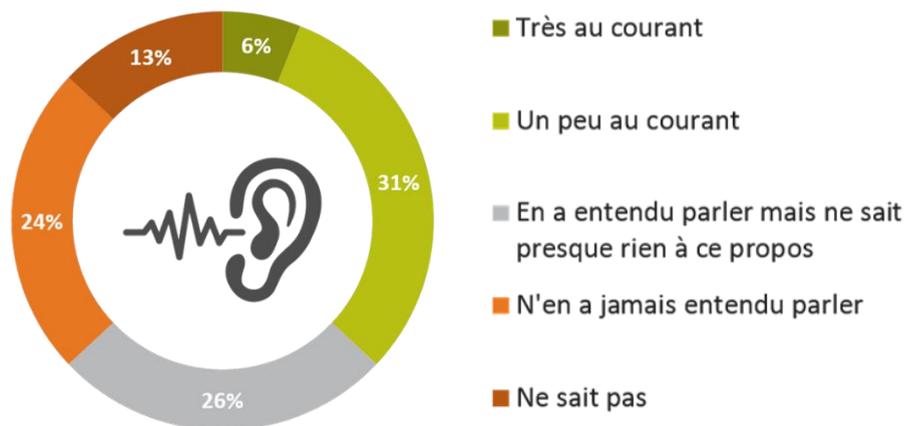


PANAMA PAPERS : QU'EN PENSE L'OPINION PUBLIQUE

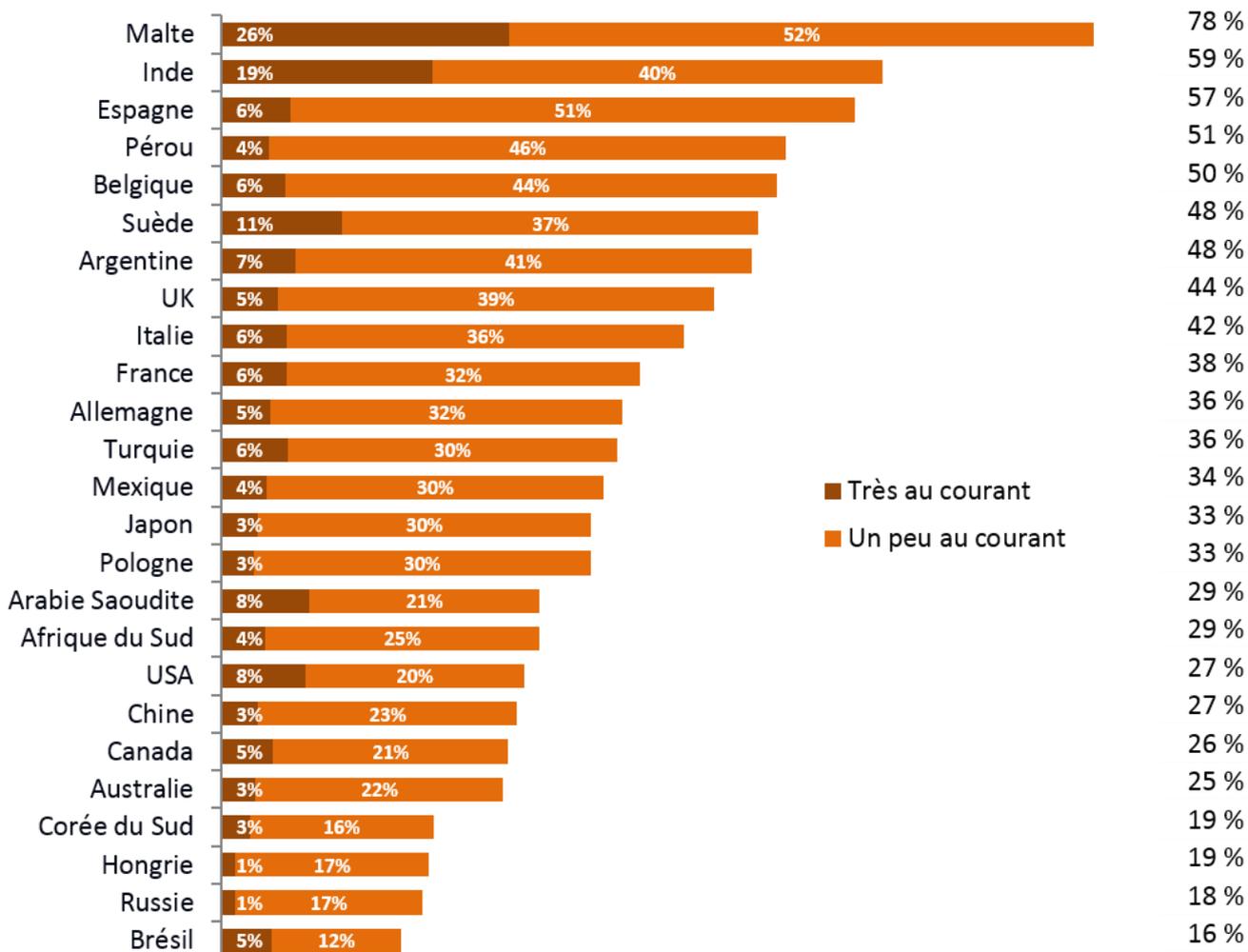
Ipsos Global @dvisor

CONNAISSANCE DU SCANDALE PANAMA PAPERS

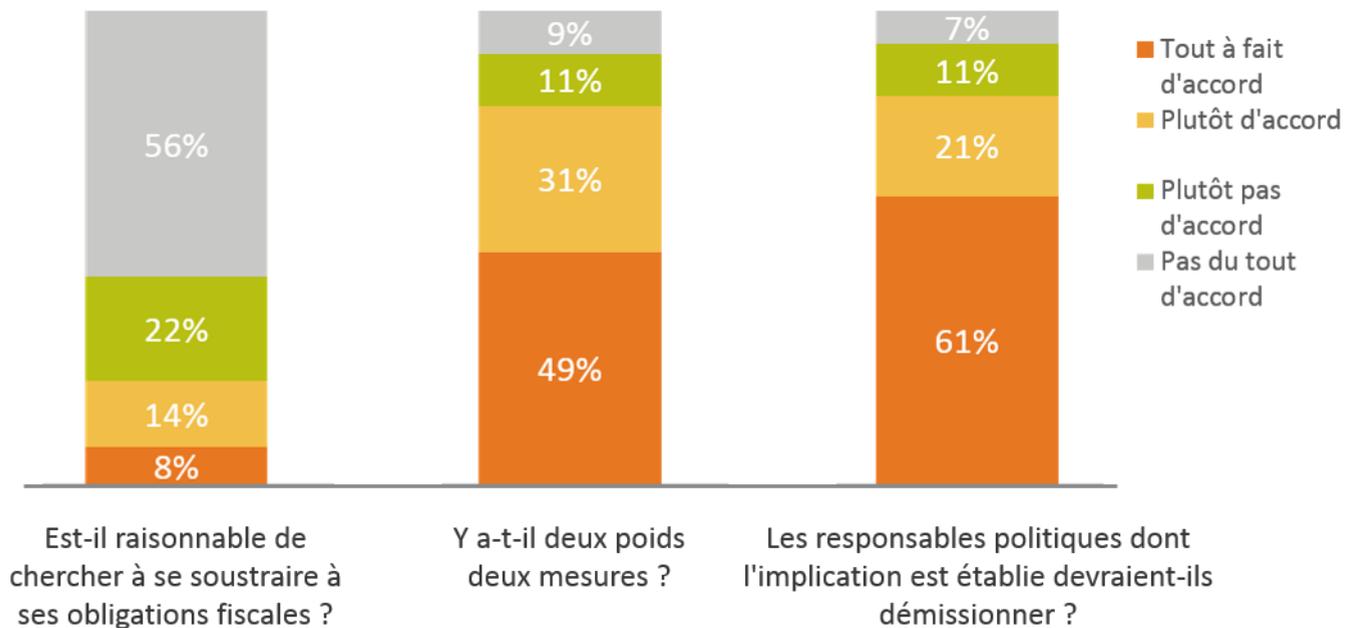
4 personnes sur 10 (37 %) au niveau mondial ont connaissance du scandale des *Panama Papers*. C'est à Malte (78 %), en Inde (59 %), en Espagne (57 %) et au Pérou (51 %) que les répondants sont les plus nombreux à être au courant de l'affaire. En revanche, seule une petite minorité de Brésiliens (16 %), de Russes (18 %), de Hongrois (19 %) et de Sud-coréens (19 %) se dit au courant du scandale.



Connaissance totale (Très au courant/Un peu au courant)



L'OPINION PUBLIQUE CONDAMNE EN MAJORITÉ LES RESPONSABLES



Y a-t-il deux poids deux mesures ?

4 répondants sur 5 (80 %) s'accordent à dire que les personnes riches ne sont pas traitées de la même manière que le reste de la population.

Les responsables politiques dont l'implication est établie devraient-ils démissionner ?

Une écrasante majorité (82 %) des répondants affirme que, s'il est prouvé qu'un responsable politique a eu recours aux pratiques dévoilées par le scandale des Panama Papers, il devrait remettre immédiatement sa démission et être démis de ses fonctions actuelles.

Est-il raisonnable de chercher à se soustraire à ses obligations fiscales ?

1 répondant sur 5 (22 %) estime qu'il est totalement raisonnable d'éviter par tous les moyens de s'acquitter de ses obligations fiscales, y compris en plaçant de l'argent dans des sociétés-écrans et sur des comptes à l'étranger.

MÉTHODOLOGIE

Étude réalisée online sur 26 pays : Afrique du Sud, Allemagne, Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chine, Corée du Sud, Espagne, France, Hongrie, Inde, Italie, Japon, Malte, Mexique, Pérou, Pologne, Russie, Suède, Turquie and the UK, USA.

Elle a été conduite sur un échantillon représentatif de 18 058 personnes, âgées entre 18 et 64 ans aux USA et au Canada, et entre 16 et 64 ans dans tous les autres pays.

Environ 1 000 personnes par pays ont été interrogés sauf pour l'Afrique du Sud, la Corée du Sud, Malte, le Mexique, le Pérou, la Pologne, la Russie, la Suède et la Turquie où environ 500 personnes ont été interrogées.